

# DEC 25/2016

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2016-2017

---

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 6 octobre 2016

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
le 6 octobre 2016

## TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

**Proposition de virement de crédits n° DEC 25/2016** à l'intérieur de la section  
III – Commission – du budget général pour l'exercice 2016

E 11506





Conseil de  
l'Union européenne

**Bruxelles, le 30 septembre 2016  
(OR. en)**

**12770/16**

**FIN 611**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine:	Madame Kristalina GEORGIEVA, vice-présidente de la Commission européenne
Date de réception:	30 septembre 2016
Destinataire:	Monsieur Peter KAŽIMÍR, président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 25/2016 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2016

---

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 25/2016.

p.j.: DEC 25/2016



BRUXELLES, LE 29/09/2016

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2016  
SECTION III - COMMISSION TITRES: 01, 23, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 25/2016

---

**ORIGINE DES CRÉDITS**

**DU CHAPITRE** - 0103 Affaires économiques et financières internationales

ARTICLE - 01 03 02 Aide macrofinancière	CP	-37 500 000,00
---	----	----------------

**DU CHAPITRE** - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence	CE	-50 000 000,00
---	----	----------------

**DESTINATION DES CRÉDITS**

**AU CHAPITRE** - 23 02 Aide humanitaire, aide alimentaire et préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 01 Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une aide alimentaire en fonction des besoins	CE	50 000 000,00
	CP	37 500 000,00

## I. PRÉLÈVEMENT

### I.1

#### a) Intitulé de la ligne

01 03 02 - Aide macrofinancière

#### b) Données chiffrées à la date du 16/09/2016

	<b>CP</b>
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	79 669 000,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00
2 Virements	0,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	79 669 000,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	5 061 732,00
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>74 607 268,00</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>37 107 268,00</b>
<b>7 Prélèvement proposé</b>	<b>37 500 000,00</b>
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	47,07 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

#### c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	<b>CP</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 16/09/2016	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a

#### d) Justification détaillée du virement

Conformément aux prévisions antérieures, l'opération d'assistance macrofinancière (AMF) en faveur de la République kirghize (15 millions d'EUR sous forme de dons) a donné lieu à un décaissement intégral en avril 2016. L'opération d'AMF en faveur de la Géorgie (23 millions d'EUR de dons), qui aurait dû être pleinement mise en œuvre en 2016, subit actuellement des retards et fera probablement l'objet d'une proposition de report à 2017. Par ailleurs, une nouvelle opération d'AMF en faveur de la Moldavie, qui était prévue pour 2016, n'a pas encore été proposée et a peu de chances d'être mise en place d'ici à la fin de l'année. En conséquence, les crédits de paiement restants peuvent être mis à disposition.

## I.2

### a) Intitulé de la ligne

40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence

### b) Données chiffrées à la date du 16/09/2016

	<b>CE</b>
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	309 000 000,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00
2 Virements	-85 622 134,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	223 377 866,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0,00
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>223 377 866,00</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>173 377 866,00</b>
<b>7 Prélèvement proposé</b>	<b>50 000 000,00</b>
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	16,18 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

### c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	<b>CE</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 16/09/2016	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a

### d) Justification détaillée du virement

Conformément à l'article 9 du règlement fixant le cadre financier pluriannuel, la réserve pour aides d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins spécifiques d'aide de pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget, en priorité pour des actions à caractère humanitaire, mais aussi pour la gestion civile d'une crise et la protection civile, et pour des situations dans lesquelles les flux migratoires exercent une pression particulière aux frontières extérieures de l'Union lorsque les circonstances l'exigent.

## II. RENFORCEMENT

### II.1

#### a) Intitulé de la ligne

**23 02 01 - Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une aide alimentaire en fonction des besoins**

#### b) Données chiffrées à la date du 16/09/2016

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	1 061 821 941,00	1 428 753 205,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00	0,00
2 Virements	85 622 134,00	117 500 000,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	1 147 444 075,00	1 546 253 205,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	1 101 227 134,00	1 107 445 785,76
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>46 216 941,00</b>	<b>438 807 419,24</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>96 216 941,00</b>	<b>476 307 419,24</b>
<b>7 Renforcement proposé</b>	<b>50 000 000,00</b>	<b>37 500 000,00</b>
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	4,71 %	2,62 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

#### c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	306 860,31	20 141,75
2 Crédits disponibles à la date du 16/09/2016	122 519,31	0,00
3 Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	60,07 %	100,00 %

#### d) Justification détaillée du virement

Au Soudan du Sud, la situation se détériore sur tous les fronts: politique, économique et humanitaire. La propagation et l'intensification des combats ont entraîné de nouveaux déplacements massifs de populations, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Le conflit a complètement désorganisé les moyens de subsistance et les flux de marchandises dans l'ensemble du pays, ce qui pèse sur la situation en matière de sécurité alimentaire, qui est plus inquiétante que jamais depuis que le Soudan du Sud a conquis son indépendance. Un nombre de personnes estimé à 4,8 millions, soit 40 % de la population, souffre fortement de cette insécurité alimentaire. Le conflit et les déplacements de populations limitent en outre l'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires appropriées. Le nombre de personnes atteintes de maladies diarrhéiques et d'origine hydrique est très élevé.

Au Soudan, les nouvelles arrivées de réfugiés du Soudan du Sud sont estimées à 100 000 au cours des 6 derniers mois. Les enfants représentent jusqu'à 60 % de la population déplacée. Le niveau extrêmement faible des financements (à peine 13 % des besoins) influe directement sur la fourniture de l'aide.

L'augmentation des déplacements internes et les récentes inondations accentuent la pression sur la situation alimentaire et nutritionnelle. On estime à 2 millions le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë globale, dont 500 000 sont atteints de la forme la plus grave. En outre, quelque 4,6 millions de personnes connaissent, en matière d'insécurité alimentaire, un niveau de crise ou d'urgence.

Les combats qui ont éclaté en juillet ont contraint les Sud-Soudanais à s'enfuir en Ouganda. 115 000 personnes s'y sont rendues depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016. Ce pays compte à présent plus de 340 000 réfugiés sud-soudanais. Le Haut-

Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime que 110 000 réfugiés supplémentaires arriveront en Ouganda d'ici à la fin de l'année.

Le programme alimentaire mondial (PAM), qui a signalé un déficit d'approvisionnement, a réduit les distributions de denrées alimentaires et d'argent liquide de moitié à partir d'août 2016. Un montant de 20 millions d'USD est requis de toute urgence pour l'aide alimentaire en faveur de plus de 420 000 réfugiés.

L'offre de soins de santé demeure critique, faute de personnel et d'infrastructures suffisants. Il existe des problèmes de santé publique, notamment la possibilité que des foyers de maladies apparaissent en raison du surpeuplement des structures d'accueil de réfugiés.

L'opération Ouganda du HCR n'est financée qu'à hauteur de 26 % des besoins, tandis que le plan régional (RRP) interagences pour les réfugiés sud-soudanais en Ouganda est financé à hauteur de 23 % seulement.

Au terme d'une évaluation approfondie des besoins, une aide supplémentaire de l'UE d'un montant total de 50 millions d'EUR est requise comme suit: 40 millions d'EUR pour le Soudan du Sud, 5 millions d'EUR pour le Soudan et 5 millions d'EUR pour l'Ouganda.

L'ampleur des besoins recensés pour cette crise dépasse les montants actuellement disponibles au titre de l'instrument d'aide humanitaire.

Au 1<sup>er</sup> septembre, le taux d'exécution global des crédits d'engagement inscrits au chapitre de l'aide humanitaire s'établissait à 96,6 % (et à 96,5 % pour la ligne budgétaire principale 23 02 01, consacrée à l'aide humanitaire et alimentaire). Il s'établissait à 72,3 % pour les crédits de paiements inscrits au chapitre de l'aide humanitaire et à 71,5 % pour ceux de la ligne principale 23 02 01. Le solde actuel, de 38 millions d'EUR en crédits d'engagement, de la réserve opérationnelle de l'aide humanitaire est nécessaire pour faire face aux crises et catastrophes naturelles jusqu'à la fin de l'année.

Après avoir épuisé les possibilités de redéploiement à partir d'autres domaines politiques de la rubrique 4, la Commission propose de mobiliser la réserve d'aide d'urgence à hauteur de 50 millions d'EUR en crédits d'engagement.

Le niveau des crédits de paiement requis est fixé à 75 % des crédits d'engagement, sur la base du taux de préfinancement moyen des contrats signés au cours des huit premiers mois de 2016. Le montant correspondant de 37,5 millions d'EUR est redéployé à partir d'une autre ligne budgétaire (voir section I.1 ci-dessus).

(Pour de plus amples informations, voir les annexes 1 et 2).



## ANNEX 1

### REQUEST FOR BUDGETARY REINFORCEMENT – SUDAN AND SOUTH SUDAN

This request is complemented by a request for Uganda affected by a significant refugee influx linked to the South Sudan crisis (Annex 2)

<b>2015</b>	
<b>Total amount committed for this crisis (including EDF)</b>	<b>EUR 160 250 000</b>
<b>2016</b>	
Amount committed through the current year's initial HIP(s): - EUR 60 million for South Sudan and EUR 25 000 000 for Sudan	EUR 85 000 000
Reinforcements from:	
- Operational Reserve	
• Education in Emergencies	EUR 3 500 000
	EUR 40 000 000
- Emergency Aid Reserve	
• South Sudan	EUR 700 000
- HIP Children of Peace	
<b>Total amount from EU Budget:</b>	<b>EUR 129 200 000</b>
Amount committed from the EDF in 2016: - EDF Decision adopted on 2.12.2015 and related amendment on 19.05.2016 (El Niño response/Sudan).	EUR 15 000 000
<b>Total amount committed in 2016 (including EDF)</b>	<b>EUR 144 200 000</b>
Other EU funding (DEVCO, etc.) N.B.: <i>South Sudan and Sudan are not eligible under the 11th EDF. Both countries are not a signatory of Cotonou. They only benefit from regional programmes:</i> - <i>Soudan</i>	EUR 25 000 000
Other donors (source Financial Tracking Service (FTS) as of 09/09/2016) - <b>South Sudan</b> : USD 714 976 526 - <b>Sudan</b> : USD 454 735 273	USD 1 169 711 799

<b>Additional needs</b>	
Total needs Annex 1	EUR 45 000 000
Breakdown by country :	
South Sudan	EUR 40 000 000
Sudan	EUR 5 000 000

### **Timing**

As soon as possible as needs are drastically increasing with a rapid deterioration of the situation all over the country.

### **Why the additional funding is needed?**

#### **South Sudan:**

There is a deterioration of the situation in South Sudan on all fronts: political, economic and humanitarian.

The country suffered a major set-back of the peace process in July. Military clashes across the country culminated in an outbreak of heavy fighting in the capital Juba on 8 July. The opposition leader, Riek Machar, who occupied the post of Vice President was forced to flee the country. The political situation is very fragmented and instable, although Juba is relatively stable and a new Vice President is in place since August.

The economic situation is worse than ever. Inflation has reached 660% and the South Sudanese pound is losing value. Foreign exchange reserves are basically depleted and oil revenue remains very low. There is no progress in the discussions with the International Monetary Fund (IMF) on a recovery program.

The spread and intensification of fighting has triggered new massive forced displacements inside and outside the country. Civilians are fleeing attacks and have been systematically targeted by armed forces, in particular women and children who have suffered sexual violence. There are strong indications that there is an ethnic intent behind the targeting of civilians. Civilians are seeking protection either in the UN Mission (UNMISS) bases camps (so-called Protection of Civilian sites), outside the country. More than 115 000 South Sudanese have fled to Uganda. Additional 100 000 South Sudanese have fled to Sudan in the past 6 months.

The conflict and displacements have completely disrupted livelihoods and the flows of goods throughout the country. This impacts the food security situation, which is worse than ever since South Sudan gained independence. An estimated 4.8 million people - 40% of the population - are severely food insecure during the period May-July 2016.

Malnutrition is above emergency thresholds in all but three states, with Global Acute Malnutrition (GAM) rates in Northern Bahr el Ghazal (33.3%) and Unity State (26.2%) around double the critical emergency thresholds. The national GAM average of 17.9% is above the critical emergency threshold of 15%. Considering the negative impact that conflict will have on food security and access to basic services, a continued deterioration of the nutritional status of the population can be expected.

1.1 million people are estimated to have contracted malaria in the first 7 months of 2016. This is an increase of 14% compared to 2015, which was already a record year. 12 counties have reported confirmed outbreaks of measles. An outbreak of cholera has been confirmed with a total of 1 762 suspected cholera cases including 26 deaths as of 6 September. Treatment of war-inflicted wounds continues to be a significant problem, as destruction and looting of health facilities is common in the areas affected by the conflict. The conflict and resulting displacement is further worsening access to safe water and appropriate sanitation. The number of people suffering from diarrheal and water borne disease outbreak is very high.

## **Sudan:**

The flow of refugees into East Darfur, West and South Kordofan, and White Nile remains constant, with new arrivals on a daily basis since the beginning of 2016. Humanitarian partners on the ground continue scaling up the emergency response as well as closely monitoring the situation in order to prepare for massive new influxes of people. Contingency planning/forecasts are being revised as the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) is reviewing upwards the number of refugees from South Sudan. New arrivals from South Sudan are estimated at **100 000 in the past 6 months** whilst an increased number of **returnees** (50 000 – 100 000 people) has been reported from Chad to Darfur. In this context, the extremely low level of funding for the refugee response (only 13%) directly affects the quality and timeliness of the assistance.

The humanitarian situation in Darfur has been marked by massive **new displacements** of at least 100 000 Sudanese in the last 6 months, due to the resumption of violence and hostilities in Jebel Marra. Insecurity has also continued in the two transit areas, South Kordofan and Blue Nile, where at least 230 000 Internally Displaced Persons (IDPs) are in need of humanitarian assistance. Children represent up to 60% of the displaced population and the proportion is even higher among newly displaced communities.

Heavy rains and flooding since early June have affected over **200 000** people and destroyed over **22 000** houses in many parts of Sudan. Floods are expected to continue until October.

The nutritional status of children under 5 remains critical, with 2 million children suffering of Global Acute Malnutrition, including 500 000 suffering from its more severe form. In addition, some 4.6 million people are living with crisis or emergency levels of food insecurity, as per the Integrated Food Security Phase Classification (IPC) analysis. The gap of food supplies is expected to continue until October 2016. The situation is very worrying as the populations are already highly vulnerable due to the impact of El Niño and low level of response. Furthermore, increased internal displacement, continuous influx of refugees and flood affected populations place additional strain on the food and nutritional pipelines.

## **What will it be used for?**

### **South Sudan:**

The Commission will seek to:

1. Reduce mortality and morbidity through adequate food assistance and emergency integrated health and nutrition responses, along with the emergency health, protection, water, sanitation and hygiene promotion (WASH);
2. Respond to selected humanitarian needs especially in areas with destitution and overcrowding leading to a high level of vulnerability and risk, such as UNMISS Protection of Civilians sites and refugee camps;
3. Support basic services in communities exposed to high risks of morbidity and mortality that have high malnutrition rates and face disease outbreaks;
4. Prepare for and respond to emergency humanitarian needs to respond to new shocks, including conflict, forced displacement, deteriorating food insecurity, increasing malnutrition, natural disasters, seasonal hunger or a total temporary breakdown of life-saving services.
5. Strengthen protection activities addressing in particular child protection and Sexual and Gender Based Violence.

**Sudan:**

In order to respond to the needs identified, the additional funding requested will contribute to:

1. Reinforce integrated multi-sectoral programming to address most critical needs of refugees and host communities;
2. Increase the contribution to food and nutrition pipelines in order to address critical gaps and continue strengthening severe acute malnutrition (SAM) and moderate acute malnutrition (MAM) treatment coverage;
3. Provide a targeted multi-sectoral response to new emergencies such as new displacements or floods;
4. Strengthen effective common services, such as coordination and transport, in order to timely support the implementation of emergency responses.

## ANNEX 2

### REQUEST FOR BUDGETARY REINFORCEMENT –UGANDA (SOUTH SUDAN CRISIS)

This request is complementary to the request made for the South Sudan crisis and its impact on neighbouring Sudan (Annex 1)

<b>2015</b>	
<b>Total amount committed for this crisis (including EDF)</b>	<b>EUR 93 000 000</b>
<b>2016</b>	
Amount committed through the current year's initial Humanitarian Implementation Plan (HIP) Horn of Africa:	<b>EUR 76 710 000</b> <small>(including 11 000 000 for Uganda)</small>
Reinforcements from:	
- Operational Reserve	
• Uganda	EUR 4 000 000
• Education in Emergencies	EUR 4 800 000
	EUR 0
- Emergency Aid Reserve	EUR 290 000
- Children of Peace	
<b>Total amount from EU Budget (i.e. total revised HIP and/or Emergency Decisions)</b>	<b>EUR 85 800 000</b>
Amount committed for the Horn of Africa from the EDF:	
- EDF Decision adopted on 2.12.2015 and amendment on 19.05.2016 (El Niño response) – nothing for Uganda	EUR 163 000 000
<b>Total amount committed this year (including EDF)</b>	<b>EUR 248 800 000</b>
Other EU funding: EU Trust Fund for Africa <i>Nothing else relevant for the South Sudan crisis impact on Uganda</i>	EUR 10 000 000 (for three years)
Other donors (source Financial Tracking Service (FTS) as of 12/09/2016)	USD 78 222 046

<b>Additional needs</b>	
Total needs for Uganda	<b>EUR 5 000 000</b>

<b>Timing</b>	
By December 2016	

<b>Why the additional funding is needed?</b>	
The outbreak of heavy fighting in South Sudan on 7 July 2016 has triggered the largest refugee influx in <b>Uganda</b> . As of 1 September 2016, there are <b>more than 340 000</b> South Sudanese	

refugees in the country and the influx continues at a worrying trend. Since 1 July Uganda has received an additional **115 000** refugees bringing the total 2016 influx to over **149 000** refugees. 87% of the newly arrived are women and children and 64% are under the age of 18. The United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) estimates that another **110 000** South Sudanese refugees will cross over to Uganda in the last four months of the year. The overall number of refugees in Uganda is estimated at **617 000**, including refugees from the Democratic Republic of Congo (DRC) and Burundi and other countries. This makes Uganda the second largest refugee-hosting country in Africa after Ethiopia.

The sudden influx of refugees has resulted in significant overstretching of the transit and reception facilities. The key priority is to decongest them (many refugees have stayed at these facilities for more than a month waiting to be relocated), as well as to open new settlement areas to manage the influx of new arrivals and prevent disease outbreaks. The new settlement of Bidibidi in Yumbe District was opened on 3 August and has since received over 43 000 refugees. The process in identifying additional land and moving refugees has been slower than expected. Cases of resistance and reluctance of refugees to move have also been experienced for different reasons, such as differences in culture and religion between the hosts and refugees. The Bidibidi settlement is expected to fill up soon as refugees from all border points and from the transit and reception centres in Arua, Adjumani and Kiryandongo are relocated directly there. This requires fast and massive establishment of life-saving services at this settlement as well as identification of new settlements.

In terms of health care, 76 cases of cholera were identified in August 2016 in the Pagirinya settlement, 70 of whom were successfully treated. Cholera prevention efforts are continuing in both Pagirinya and Bidibidi with the situation reportedly under control but the risk of disease outbreaks remains high.

A rapid nutrition assessment carried out done by Action Contre la Faim (ACF) in the new reception facilities indicates that the nutrition status among the new arrivals is relatively stable. However, the health status was reported to be deteriorating as the refugees arriving recently have been walking long distances before arriving in Uganda. Health care provision remains critical, with heightened health needs and gaps in both staffing levels and infrastructure. Public health concerns including possible outbreaks of diseases due to overcrowded facilities are imminent.

The World Food Programme (WFP) has reported a shortfall of supplies and is already reducing food and cash deliveries by half starting in August 2016. USD 20 million is required urgently for food aid as WFP is assisting over 420 000 refugees.

The current situation is putting a lot of pressure on Uganda and its generous policy towards refugees. With refugee settlements already stretched, any further influx is likely to exceed capacity. Should restrictions on movements in South Sudan be loosened, a large influx of refugees from Central Western and nearby parts of Eastern Equatoria is likely to follow.

The 2016 humanitarian appeal for the South Sudan crisis was increased to US 32.2 million. The UNHCR Uganda operation is funded at only 26% of the needs, while the inter-agency Regional Response Plan (RRP) for South Sudan refugees in Uganda is funded at only 23% (before the revision).

### **What will it be used for?**

Additional funding is urgently needed to ensure access to asylum, the provision of life-saving assistance, the effective management of reception centres and registration procedures, and the installation of refugees in new settlement areas.

In response to the major gap in the general humanitarian operation limiting its response capacity, the Commission has already provided EUR 4 million from Humanitarian Aid Operational Reserve (OR). However, additional funding is needed to respond to the still remaining significant needs.

Additional funding will be used to:

- provision of **life saving assistance** including emergency health, protection, water, sanitation and hygiene promotion (WASH), health and food;
- support to establishment of **settlements in new areas** including shelter and non-food items (NFIs);
- In view of the fact that the majority of new arrivals are women, children including unaccompanied minors, specific assistance in terms of **protection** needs also to be ensured.

ANNEX 3

COMMISSION TRANSFER PROPOSALS RELATED TO THE EMERGENCY AID RESERVE IN 2016

The table below shows the transfer proposals transmitted to the Budgetary Authority to date during 2016 which relate to the Emergency Aid Reserve (EAR), and the remaining amount of the EAR reserve following the approval of these proposals.

Transfer Ref	Content	Commitment Appropriations from 2016 Reserve (EUR)	Commitment Appropriations from Reserve carried-over (EUR)	Payment Appropriations from 2016 Reserve (EUR)
DEC 05	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for the Syria crisis		150.000.000	
DEC 15	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Sudan and South Sudan		40.000.000	27.000.000
DEC 16	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Yemen	622.134	29.377.866	24.000.000
DEC 17	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Iraq	30.000.000		23.000.000
DEC 18	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Turkey	55.000.000		44.000.000
DEC 25	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for South Sudan	50.000.000		
DEC 26	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Yemen	10.000.000		
DEC 27	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Iraq	30.000.000		
	<b>Total of Proposals</b>	175.622.134	219.377.866	118.000.000
	<b>Remainder</b>	133.377.866	0	191.000.000
	<b>Total remainder of commitment appropriations</b>	133.377.866		